

AUJOURD'HUI

«On nous cache tout,
on nous dit rien» (air connu)

J'étais convaincu depuis longtemps que les gazettes sont faites uniquement pour amuser la foule et l'éblouir sur le moment...

Goethe, *Annales*, 1808-1811



Nous assistons, en Suisse romande, avec la parution du Temps, à l'épilogue d'une affaire qui a connu, entre autres événements piteux, le pétitionnage de certains intellectuels, pour sauver le Journal de Genève, au nom de balivernes comme la nécessité d'une information diversifiée : mauvaise foi ou idiotie ? On se le demande tant il était évident que les différences qui pouvaient exister entre le Nouveau Quotidien et le Journal de Genève relevaient de l'infime et du cosmétique, les deux journaux suisses romands servant avec un zèle semblable les mêmes intérêts – mais était-il utile de le préciser ?

Cette nouvelle concentration – qui, bonne nouvelle, diminuera de moitié notre agacement ennuyé – ne fait que révéler plus nettement l'uniformité de la presse et éclaire le processus de confiscation des moyens de diffusion de l'information par une minorité

de groupes et de personnes (signaux au passage ce qui est en train de se passer dans le domaine de l'audiovisuel et de la communication à l'échelle européenne). Par contre, il est plus intéressant de constater que ce phénomène ne concerne pas uniquement la diffusion de l'information, mais aussi la nature des informations. Ces journaux – plus généralement, ce que l'on nomme médias – et ceux qui les dirigent font l'actualité, et, par là-même, décident de ce qui est important ou ne l'est pas, de ce qu'il faut dire ou ne pas dire. Ainsi, les «intérêts» des lecteurs sont ceux que l'on veut bien leur pourvoir : à tel moment ce sera un suspens guerrier, une affaire d'alcôve au pays des cowboys ou bien encore des «écarts» automobiles et princiers. Dans cette «sélection» des informations, pas de fausses notes et les dossiers «du jour» sont les mêmes pour tous les

Suite en page centrale

SALE TEMPS

Fin de la très lamentable «affaire Mettan», du nom de son principal protagoniste, ex-directeur-rédacteur et girouette notoire, Guy Mettan. Zélateur borné et sans état d'âme du capital, tant dans les idées que dans les actes, Mettan a été l'objet du traitement qu'il a autrefois infligé à certains de ses «collaborateurs». Exécuteur sans scrupules de basses œuvres, une fois lourdé, il a tendu, sans vergogne aucune, la sébille, rappelant à ses ex-employeurs les bons moments passés ensemble à jouer au Monopoly grandeur nature. Un chèque roboratif l'a convaincu d'aller proposer ailleurs ses qualités de bon chien, sachant humer à la perfection d'où le vent vient. Ambitieux Iznogoud, appliqué mais dépourvu d'imagination, Mettan ne sera donc pas calife à la place du calife chez Lamunière & co. Ayant fait les preuves de sa plus stricte dépendance à toute sirène pourvue d'attraits sonnants et débouchants, et de sa soumission la plus totale aux impératifs du marché, Mettan a joué à la perfection le rôle affligeant du clown opportun, au moment où Edipresse place quatre hôtels sur la case «Zurich Paradeplatz» du paysage médiatique romand.

Social

Les chômeurs/ses actifs/ves veulent plus

Monde

Suite de l'article sur le pouvoir en Russie

Livre

Pierre Kropotkine, le prince anarchiste

Idée

Faire maigre ne nourrit pas son homme

Social

La sale gueule du travail

Nous reproduisons ici un tract distribué par des chômeurs/ses lors du mouvement qui est apparu récemment en France

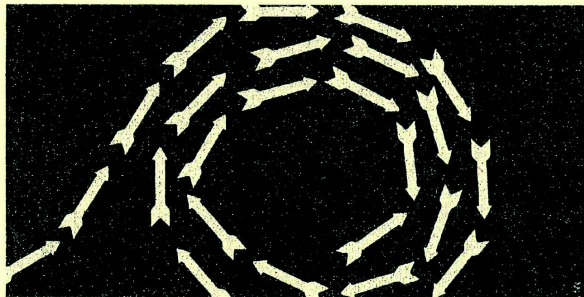
Quand le travailleur s'endort il est bercé par l'insomnie et quand il se réveille, il trouve chaque jour devant son lit la sale gueule du travail qui ricane, qui se fout de lui. Prévert : Le paysage changeur, extrait de Paroles

La dignité humaine n'est pas dans le travail salarié, parce que la dignité ne peut s'accommoder ni de l'exploitation, ni de l'exécution de tâches ineptes, et pas davantage de la soumission à une hiérarchie.

La dignité des humains est dans leur capacité et leur obstination à rêver leur vie, à se raconter leurs rêves, à vouloir construire ensemble un monde sans argent où seul compte l'humain. Il est absurde, et faux historiquement, de dire comme certains intellectuels que «le travail est le premier des droits de l'homme». Le travail ne figure nulle part dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et les émeutiers révolutionnaires n'en réclamaient pas. Ils posaient la question des «subsistances» et exigeaient «le Pain et la Liberté». Aujourd'hui comme hier, tout être humain, dès lors qu'il n'exploite pas ses semblables, a droit à la subsistance (logement, nourriture, transport, culture, etc...). C'est ça le minimum social !

Il ne s'agit pas de «partager le travail» comme on se met à plusieurs pour porter un fardeau, ni même de travailler «tous, moins, autrement». En vertu de quelle morale masochiste faudrait-il réclamer et partager la misère et l'ennui salarié, au service des patrons ou de l'État ?

La satisfaction du travail bien fait, la fierté de l'artisan, conscient de l'utilité sociale de son travail, ne sont plus de



mise sous le capitalisme industriel où la majorité des gens sont employés à des tâches stupides et ne produisent que des nuisances.

Si le capitalisme se contente désormais pour prospérer d'un nombre plus réduit de travailleurs (dans les pays occidentaux), de notre côté nous n'avons que faire de la plus grande partie de ce qu'il nous impose et nous vend. Aussi est-il absurde de réclamer la création d'emplois ; les richesses existent pour assurer la subsistance à toutes et à tous. Nous n'avons qu'à les partager.

Quant au reste, une révolution sociale ferait davantage d'usines et supprimerait plus d'emplois nuisibles en douze heures que le capitalisme en douze ans. Pas question de continuer à fabriquer des colorants alimentaires, des porte-avions ou des contrats d'assurance...

Pas de «plein emploi», une vie bien remplie !

Martine Aubry, qui a privé les moins de 25 ans de l'allocation d'insertion (1500 F), refuse de leur donner un revenu sous prétexte que ce serait un «aveu

d'échec pour la société» (Le Monde, 23/01/1998). Georges Jollès, vice-président du CNPF renchérit : «si l'écart entre SMIC et minima est trop faible, l'incitation à la recherche d'emploi s'affaiblit» (Le Monde, 20/01/1998).

Patrons et socialistes, pour ces gens l'échec ça n'est pas que des gens soient privés de tout, ce qui compte c'est de les plier à l'idée et à la morale du travail, même s'il n'y en a plus. La «société du travail» de Jospin a deux slogans : Travailleurs, craignez le chômage et fermez vos gueules ! Chômeurs, humiliez-vous pour mendier un emploi que vous n'aurez pas ! Cette «horreur économique» n'est pas une fatalité imposée à l'humanité pécheresse par un «dieu» et pas non plus une loi incontournable des sociétés soi-disant développées. L'économie est la vision du monde de la bourgeoisie, le mode d'organisation particulier au système capitaliste que nous voulons justement détruire. Impossible de faire l'économie d'une révolution pour détruire un monde où l'horreur est monnaie courante.

Des chômeurs/meuses actifs/ves

Edito

«On nous informe vraiment sur rien»

(Suite de la première page)

telles tentatives se heurtent à la difficulté d'avoir accès à l'information brute, ce qui nécessite des moyens logistiques et financiers importants. Ces difficultés-là, nous les rencontrons dans AUJOURD'HUI, où nous sommes contraints d'utiliser comme matière première ces mêmes sources dont nous venons de faire la critique.

Néanmoins, notre volonté est, quoiqu'il en soit, de parler autrement de la réalité, et de parler d'autres réalités. C'est dans cet esprit que nous vous avons, par exemple, proposé, dans le numéro précédent et dans celui-ci, un texte sur la lutte autour du pouvoir en Russie, telle que l'a analysée un esprit indépendant, vivant au cœur de cette réalité, en dépassant la version des médias classiques. C'est aussi dans cet esprit que nous avons décidé de reproduire dans ce numéro un tract émanant de chômeurs/ses actifs/ves français dont les revendications et les désirs – qui n'ont rien à voir avec la demande d'emplois coûte que coûte – révèle une dimension que les médias dominants, lorsqu'ils ont daigné parler de ce mouvement (ce qui fut peu le cas en Suisse), ont eu à cœur d'ignorer.

Cet état de fait restreint considérablement la possibilité pour des voix réelles autres, porteuses d'autres informations de se faire entendre. Et ceci, à plus forte raison, quand l'on sait que de

la vie sociale et empêche la présentation des autres réalités de la société et du monde. D'ailleurs, la force de ce conformisme n'est jamais aussi évidente que dans les journaux qui font commerce d'une certaine contestation. Si l'on prend l'exemple de l'hebdomadaire français Charlie Hebdo, on s'aperçoit que sa «critique» porte essentiellement sur des sujets d'actualité qui sont ceux décidés par les maîtres de la presse et de la télévision, et donc, même cette «critique» de l'actualité consensuelle participe au renforcement du consensus. C'est la certitude que le débat ne partira jamais d'un terrain qui n'a pas déjà été choisi et balisé.

Cet état de fait restreint considérablement la possibilité pour des voix réelles autres, porteuses d'autres informations de se faire entendre. Et ceci, à plus forte raison, quand l'on sait que de

G. Amista

Idée

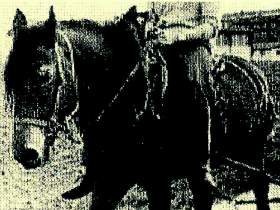
L'ascèse éthique : tactique étiqque !

Face au capitalisme dur, et qui ne cesse de durcir, que nous connaissons, certaines propositions qui paraissent valables, peuvent s'avérer, si on les examine, non dénuées de perversité

Il en va ainsi de l'idée exprimée dans un article paru dans Le Courrier du 2 mars sous le titre «Si nous retrinions notre consentement». Son auteur, Dominique Boisvert, estime qu'une façon de changer l'ordre des choses actuel est de refuser de jouer le jeu du capitalisme. Pour ce faire, l'auteur nous propose de nous affranchir de l'idéologie dominante soulignant le fait que nous avons «tous fini par adopter, à des degrés divers, la plus grande partie du credo capitaliste». Il nous invite, ensuite, à prendre conscience des «implications économiques de nos choix», en relevant le fait que «tant que la voiture, la télévision, les pilules ou les vêtements à la mode nous seront indispensables, nous demeurerons à la merci [de l'] économie». Finalement il nous propose «une simplification de notre vie» basée sur la possibilité «surtout dans notre société d'abondance, de vivre convenablement avec relativement peu d'argent» en s'achetant, par exemple, des habits d'occasion.

Le fait que cette théorie ne puisse

s'appliquer que dans les pays développés n'est pas le seul problème qu'elle soulève. L'adhésion à «des degrés divers» au libéralisme économique, constatée par l'auteur, n'est pas, nous semble-t-il, du tout évidente, dans la mesure où la majorité de la population n'a jamais eu à se prononcer sur son acceptation de ce modèle. En fait, depuis que le capitalisme est, le plus grand nombre le sait, le plus grand nombre le sait. On ne peut donc parler d'adhésion, mais plutôt de soumission, ce qui est tout à fait différent, une des manifestations de cette soumission étant justement la non remise en question de l'organisation sociale et économique. L'affirmation de Dominique Boisvert que «dans notre société d'abondance, même les pauvres ont beaucoup... à perdre» laisse perplexe quand on sait que la simple survie est



une question d'actualité pour une partie croissante des populations occidentales, et que beaucoup d'individus consomment depuis longtemps des sous-produits. Vouloir agir sur le système économique en réduisant sa consommation n'a guère de sens si le système demeure le même : qu'en est-il, par exemple, du vendeur d'automobiles qui doit sa subsistance au fait de vendre des automobiles ? Doit-il pour «développer une meilleure cohérence entre [ses] options sociales et [ses] comportements économiques quotidiens» inciter ses clients à ne pas acheter d'automobiles, se condamnant, de la sorte, à la perte de son gagne-pain ? On le voit, une pratique consummatrice limitée ne peut être, au mieux, qu'une méthode marginale d'action, qui plus est individuelle, l'erreur fondamentale de Dominique

Boisvert étant de la théoriser et la généraliser. Ne déduisons pas de ce qui précède que la consommation ne doit pas faire l'objet d'une critique – bien au contraire – tant il est vrai que la production industrielle n'a de cesse de créer sans cesse de nouveaux biens tous autant d'inutiles et nuisibles pour les hommes et leur environnement. Il ne faut pas plus entendre que nous ne croyons pas utile un travail de sensibilisation à ces questions. Mais l'enjeu essentiel n'est pas dans le fait de pouvoir dire oui ou non en tant que consommateur, mais dans celui de pouvoir décider de la nature de la production (voir ce qui est dit dans le tract reproduit dans ce numéro : «Pas question de continuer à fabriquer des colorants alimentaires[...]») et de la répartition équitable des richesses, car vivre avec moins, même si c'est un choix relatif, n'est pas une solution si l'on n'est pas maître de ce que l'on a.

G. Amista

ABONNEMENTS

• 3 mois (12 n°) : 15 FS, soutien 25 FS

• 6 mois (24 n°) : 30 FS, soutien 50 FS

• 12 mois (48 n°) : 60 FS, soutien 100 FS

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse

AUJOURD'HUI, c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4.

e-mail : edam.ch@tao.ch
cas.ch@tao.ch



Monde

Le pouvoir en Russie

Suite de l'article de notre correspondant à Moscou traitant de la nature réelle des enjeux «politiques»

Il est temps de revenir, alors, sur les événements actuels en Russie. Nous en connaissons maintenant les acteurs.

Ces «Huit magnifiques» – nom que leur donne G. Chiesa – on été les forces principales de la réélection de Yeltsin en 1996. Ils ont fait tout leur possible, et même l'impossible, pour garantir sa victoire. Les peurs de l'Ouest concernant le futur de la «démocratie russe» étaient infondées. Yeltsin devait vaincre et il l'a fait. Ses rivaux pouvaient espérer le soutien de quelques banques de bien moindre importance, et leur échec était programmé. La Tveruniversal-Bank qui avait financé la campagne du chef du PCFR, Ziouganov, en a fait les frais par la suite. Les vainqueurs purent, alors, aller de l'avant, tous ensemble jusqu'à l'automne dernier. Alors arriva l'inévitable, la concurrence ne devait pas être freinée, comme l'enseigne tous les manuels de capitalisme.

Il était question de la privatisation formelle de quelques grosses firmes, principalement de nickel de Norilsk et d'une société de médias et communication, la Svyasinvest. Deux groupes d'intérêts apparurent : d'un côté, la Lojovaz et la Most avec leurs alliés, de l'autre l'Onexim et ses partenaires. Grâce à l'aide du vice-premier Ministre et Ministre des finances Tchoubays, qui était également Ministre de la privatisation, et qui a du fait gardé le contrôle sur ce dernier, les résultats de la vente aux enchères des actions fut en faveur d'Onexim. Les perdants ne purent accepter leur échec, et ils exigèrent que les résultats de la vente aux enchères soient déclarés nuls, reprochant à Onexim sa volonté de monopole. Dans cette entreprise, ils utilisèrent pleinement les médias sous leur contrôle contre Tchubays et Potanin. Le scandale fit l'effet d'une véritable bombe. En effet, même aux moments les plus critiques de la campagne électorale, il n'y avait pas eu de tels hausses de voix. La question devait être tranchée par Yeltsin et Tchernomirdin : les résultats de la vente aux enchères furent confirmés mais le Ministre de la privatisation fut limogé et plus tard écroué pour corruption. Potanin et Tchubays organisèrent, à ce moment-là, une contre-offensive qui déboucha sur la destitution de B. Berezouvsky de son poste au conseil national de sécurité, les médias contrôlés par Tchubays lui reprochant son goût pour les situations aventureuses.

Plus tard, bien opportunément, fut démasquée une affaire de corruption, où l'on apprit – ceci fut diffusé largement par les médias – que Tchubays, ainsi que quatre de ses collègues les plus proches, qui occupaient les plus hauts postes de l'administration avaient reçu 450 millions de dollars de pots-de-vin, comme soi-disant avance pour un livre encore non écrit sur la privatisation. Les quatre ont dû démissionner. Seul Tchubays en appela à Yeltsin, espérant que le dictateur sénile sauverait son «mignon», organisateur de sa campagne électorale.

Il ne faut pas oublier que Tchubays avait les faveurs des banquiers occidentaux, et peut-être celui-ci était-il en possession d'un quelconque secret compromettant pour la «cour du Kremlin» ? Toujours est-il que le calcul se révéla payant, et Yeltsin le prit sous son aile. Le scandale gagna en ampleur, les gouvernants étaient habitués aux attaques du PCFR contre le Vice-premier Ministre, mais pas à celles des médias. Cela, avec la pression des banques affolées craignant le renforcement d'Onexim, fut la goutte qui fit déborder le vase. Il fut alors décidé que Tchubays devait abandonner son poste au Ministère des finances, mais qu'il conserverait, néanmoins, celui de vice-premier Ministre : un compromis «à la russe» (en français dans le texte, ndt). L'absurdité apparente de cette décision permettait en fait de ne laisser personne dans l'embarras.

Si Tchubays n'avait pas touché de pots-de-vin, et que la campagne dirigée contre lui n'était, comme il le prétendait lui-même, que diffamation, pourquoi a-t-il dû quitter son poste du ministère des finances ? Et, s'il est effectivement corrompu, comment se fait-il qu'il demeure le remplaçant officiel du Premier Ministre ? En effet, en quoi un vice-premier Ministre est-il moins dangereux et odieux qu'un Ministre des finances corrompu ? De fait, personne n'a essayé de répondre à ces questions, et, ce qui est plus grave, personne ne les a même posées, et il y a peu de risques que quelqu'un ne le fasse.

Dans tous les cas, le gouvernement a été remanié, la position d'Onexim s'est affaiblie, mais le combat pour le réel pouvoir économique et, par là-même, politique, n'est encore de loin pas résolu...

**Vadim D.
Traduit par Ch. E.**

Livre

Vie de Kropotkine

Pierre Kropotkine, prince anarchiste, G. Woodcock et I. Avakumovic, Ecosociété, Montréal, 463 p.

La longue vie de Pierre Kropotkine (1842 - 1921) se lit comme un roman d'aventures. Tour à tour page du Tsar Alexandre II, étudiant, officier, explorateur, administrateur, homme de sciences, puis révolutionnaire et écrivain pauvre, il a connu l'emprisonnement en Russie et en France, avant de trouver refuge en Angleterre.

En 1917, dès l'annonce de la Révolution russe, il revient en Russie pour y achever sa vie et voir s'effondrer tous ses rêves lorsque les bolcheviks s'emparent du pouvoir.

Doué d'une intelligence prodigieuse, son œuvre scientifique a innové en géographie, en sociologie, en biologie et en histoire. Militant anarchiste, il s'est transformé d'abord en journaliste de combat avant de devenir un des théoriciens les plus renommés de l'histoire du mouvement ouvrier.

Très apprécié de Tolstoï, Kropotkine a su inspirer Gandhi: il a toujours refusé que la violence soit érigée en système. Pour lui, la fin ne justifie jamais les moyens.

Après la mort du socialisme d'Etat, la pensée de Kropotkine resurgit dans l'actualité comme seule solution aux maux sociaux qui rongent nos communautés.

Vous pouvez commander ce livre à:
Editions EDAM - Europe c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4 -
Prix : CHF 34.- + frais de port

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle Editeur resp.: Claude Cantini.
Tirage: 200 ex.
Adresse:
AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle case postale 664, 1211 Genève 4
CCP: 17-471708-7
Web: www.tao.ca/~cas/aujourd.html
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca